

**Formation**

Les jeunes Suisses reverront-ils Erasmus? Pas sûr du tout



«Je ne sens pas le Conseil fédéral très motivé à l'idée d'aboutir à un résultat»

Mathias Reynard
Conseiller national PS/VS



«La solution de remplacement développée par la Suisse s'est révélée moins chère»

Yves Nidegger
Conseiller national UDC/GE

Berne devrait réintégrer dès 2021 le programme d'échange d'étudiants.

Mais le Brexit rebat

les cartes

Florent Quiquerez Berne

La décision prise par le parlement britannique est passée sous les radars. Normal, elle est tombée le jour où Meghan et Harry ont pris leurs distances avec la famille royale. Le 12 janvier, alors qu'ils donnaient leur aval au Brexit, les députés ont rejeté une clause obligeant le gouvernement à assurer la poursuite d'Erasmus dans les conditions du divorce avec

l'Union européenne (UE). La sortie du Royaume-Uni du célèbre programme d'échange d'étudiants pourrait avoir des effets jusqu'en Suisse, alors que Berne est censée engager des négociations ces prochains mois en vue de réintégrer Erasmus+ en 2021.

À la suite de l'acceptation de l'initiative sur l'immigration de masse, en février 2014, les négociations pour l'association de la Suisse à Erasmus avaient été suspendues. Le Conseil fédéral avait donc dégainé un plan B, concrétisé dans le Swiss-European Mobility Programme (*lire l'encadré*). Et alors que l'UE envisage de faire payer davantage les pays riches - en fonction du PIB - pour la période 2021-2027, ils sont de plus en plus nombreux sous la Cou-

pole à se demander si une réintégration au programme européen vaut la peine. «Il faudra analyser la situation sans a priori, plaide Isabelle Chevalley (PVL/VD). Et regarder quelle solution a le meilleur rapport qualité-prix. Je n'ai aucun dogme avec Erasmus.»

«Le signal donné par les Britanniques va renforcer la position de ceux qui ne jugent pas nécessaire une association pleine et entière», craint le conseiller national Mathias Reynard (PS/VS), président de la commission parlementaire compétente. En trente ans, 90 000 étudiants suisses ont pris part au programme. Et la Grande-Bretagne est en effet la troisième destination la plus prisée après l'Allemagne et l'Es-



pagne. Quelques coups de fils suffisent pour confirmer les appréhensions du Valaisan. «Les grandes universités se trouvent aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en Allemagne, explique Yves Nidegger (UDC/GE). Sans la participation de Londres, la question de l'intérêt d'Erasmus se pose avec encore plus d'insistance. D'autant que la solution de remplacement développée par la Suisse pendant les représailles européennes s'est révélée moins chère et permet d'utiliser l'argent uniquement pour la partie qui nous intéresse vraiment: les échanges d'étudiants.» Pour le Genevois, les activités annexes du programme européen - le fameux + accolé à Erasmus - n'ont aucun intérêt académique».

Compétitivité en danger

Ce discours inquiète les universités suisses. «La solution suisse ne concerne que la mobilité des étudiants, les autres parties du programme ne sont pas ou que partiellement reprises, prévient Martina Weiss, secrétaire générale de Swissuniversities. Ainsi la non-association de la Suisse pénalise les hautes écoles du pays et met en danger leur compétitivité.» Cer-

taines universités membres d'Erasmus sont carrément fermées pour les Suisses.

Les partisans du programme ajoutent que ce sont désormais les institutions qui doivent négocier au cas par cas les échanges. «Il y a eu un important report de charges», reconnaît Mathias Reynard. L'élu socialiste rappelle aussi que les apprentis font partie des perdants, puisque rien n'est envisagé pour eux, contrairement à ce que prévoit Erasmus+.

Mais ce n'est pas tout. «Le Brexit va compliquer les discussions avec la Commission européenne concernant l'association de la Suisse aux programmes européens. Notre cas sera examiné uniquement lorsque celui du Royaume-Uni sera traité», relève Martina Weiss. Voilà qui risque de resserrer le calendrier des négociations.

«Rien n'est joué»

Du côté de Movetia, l'organisation qui chapeaute désormais les échanges d'étudiants suisses, on tente de calmer le jeu. «Rien n'est joué en Grande-Bretagne, réagit Olivier Tschopp, son responsable. Il ne faut pas surinterpréter le

vote des députés britanniques. Ils n'ont pas voulu de cette clause pour ne pas avoir de fil à la patte lors des négociations. Mais cela ne signifie pas encore que Londres quitte Erasmus.»

Le Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) se montre lui aussi confiant: le Brexit ne change rien pour la Suisse. «Un mandat de négociation pour l'association de la Suisse à Erasmus 2021-2027 sera soumis au Conseil fédéral dans le cours de cette année, indépendamment de la situation du Royaume-Uni.»

Un discours qui peine à rassurer Mathias Reynard. «Bien que le parlement ait voté une motion qui oblige le gouvernement à reprendre rapidement les négociations avec l'UE, je ne sens pas le Conseil fédéral très motivé à l'idée d'aboutir à un résultat.» Selon lui, Guy Parmelin, qui a succédé à Johann Schneider-Amman à la tête du Département de l'économie, semble sur la même longueur d'onde. «J'espère un discours clair et franc de sa part sur ce dossier, comme il sait le faire», conclut le Valaisan.



La mobilité des étudiants en chiffres

La votation de 2014 sur l'immigration a eu l'effet d'un coup de frein en matière de mobilité estudiantine. La croissance observée jusque-là a ralenti, selon l'organisation nationale Movetia. Les échanges ont même affiché une baisse dans certains domaines, comme les hautes écoles pédagogiques (-18,6% d'expériences à l'étranger entre les années académiques 2013-2014 et 2014-2015). Le Swiss-European Mobility Programme (SEMP) offre quatre possibilités: mobilité étudiante à des fins d'études ou de stage, mobilité du personnel pour l'enseignement ou la formation. En 2017, 3935 étudiants et 814 enseignants suisses ont pu en profiter, dans 493 villes

de 33 pays. Au total, 1301 institutions hôtes les ont accueillis. À l'Université de Genève, 308 étudiants effectuent en ce moment ou ont effectué durant l'année civile 2019 un séjour à l'étranger grâce au SEMP. Les principaux pays de destination sont le Royaume-Uni (28%), l'Allemagne (14%), l'Espagne (11%), l'Italie (10%) et la France (9%). À l'Université de Lausanne, 296 étudiants sont actuellement en séjour SEMP à l'étranger et 204 autres sont partis grâce à d'autres conventions d'échanges. L'EPFL comptabilise 319 étudiants dans une université partenaire en Europe (et 89 autres hors Europe). Quant à la HES-SO, 212 de ses étu-

dants sont en mobilité d'études et 226 en mobilité de stage. Dans son dernier rapport annuel, Movetia précise que 58% des séjours se font dans l'espace européen. Ils sont presque tous réalisés et subventionnés via le SEMP. Le programme national dispose d'un budget de 22 millions de francs pour 2020-2021. Il permet de financer aussi bien les séjours à l'étranger que la mobilité entrante vers la Suisse (étudiants et enseignants venus de l'étranger), car la non-participation de la Suisse au fonds européen d'Erasmus+ signifie que les 34 pays qui y sont associés «ne peuvent pas soutenir la mobilité à destination de la Suisse». **P.M.**